

# LEDEVOIR

## ACTUALITÉS

Violences sexuelles à l'école:  
le personnel des services  
de garde laissé en plan | **A 2**

## SOCIÉTÉ

Grâce à Instagram,  
les tatoueurs s'exposent  
et recrutent des clients  
à travers le monde | **A 5**



## Des salutations pour finir les Francos



Pas de spectacle anniversaire rétrospectif pour la clôture des Francos, trentième du nom, dimanche soir sur la place des Festivals. On a préféré célébrer les chansons et ceux qui les font : tonnerre de rock pour se rappeler Jacques Higelin en compagnie de Yann Perreau et de Catherine Major notamment (notre photo), voix de fer pour le répertoire de Luc Plamondon et ses compositeurs. Le compte rendu de Sylvain Cormier sur les plateformes numériques du Devoir.

VALÉRIAN MAZATAUD LE DEVOIR

## III PARRAINAGE PRIVÉ

# La réforme proposée ne fait pas l'unanimité

**Venir mettre des bâtons dans les roues des organismes capables de répondre à la crise n'est certainement pas la bonne façon d'y faire face**

MARC-ANDRÉ SÉGUIN



LISA-MARIE GERVAIS  
LE DEVOIR

À l'approche de la levée du moratoire du programme de parrainage privé qui faisait l'objet d'un examen, divers organismes d'aide aux réfugiés et avocats critiquent sa réforme et exigent du gouvernement qu'il revoie son projet de règlement avant de l'adopter. Selon eux, celui-ci impose aux organisations de parrainage des conditions et un encadrement trop contraignants, qui desserviront les éventuels demandeurs d'asile et élimineront la latitude nécessaire pour répondre aux crises.

Le président de For the Refugees (Pour les réfugiés), une organisation sans but lucratif (OSBL) qui défend les demandeurs d'asile politique, croit que les nouvelles règles ne servent qu'à mettre des « bâtons dans les roues » des groupes et organismes de parrainage comme le sien. « On peut comprendre le ministère qui doit composer avec une demande sans précédent de réfugiés », dit Marc-André Séguin, en rappelant qu'il n'y a jamais eu autant de réfugiés dans le monde depuis la Seconde Guerre mondiale. « Mais venir mettre des bâtons dans les roues des organismes capables de répondre à la crise n'est certainement pas la bonne façon d'y faire face. »

Si d'autres organisations, notamment la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI), plaident en faveur d'un meilleur encadrement, l'Association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration (AQAADI) estime néanmoins que le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) est allé trop loin et a rendu le « processus d'intégration de ces gens plus compliqué ». « On a beaucoup de mal à comprendre le raisonnement derrière. Et

VOIR PAGE 4 : RÉFORME

## INDEX

Avis légaux.....	B2
Décès.....	B4
Éditorial.....	A6
Grille TV.....	B6
Idées.....	A7
Météo.....	B6
Mots croisés.....	B6
Petites annonces.....	B4
Société.....	A5
Sports.....	B4
Sudoku.....	B6

## III MUSIQUE

# Histoire de cœur et de *cash*

Beyoncé et Jay-Z dévoilent l'album *Everything is Love*

PHILIPPE RENAUD  
COLLABORATEUR  
LE DEVOIR

**N**e feignons pas d'être surpris. La parution inopinée, samedi dernier, de ce premier album en duo du plus prestigieux couple du *showbiz* américain, Beyoncé et Jay-Z, était télégraphiée depuis la diffusion par TMZ en 2014 des images de vidéosurveillance captées dans un ascenseur montrant la sœur de Queen Bey, Solange, péter un plomb au visage de l'adultère rappeur. Beyoncé et Jay-Z ont ensuite proposé chacun leur album solo vide-cœur, la première avec le ferme *Lemo-*

*nade* en 2016, le second avec le contrit *4:44* l'an dernier. Conclusion logique et harmonieuse de l'épisode, *Everything is Love* est un disque nettement moins bon que la somme de ses parties.

De la première à la neuvième chanson, *Everything is Love* tourne autour de la relation maritale des deux icônes de la pop américaine. Les fans férus de magazines à potins seront sans doute captivés par les confessions, les piques de colère de Madame et les vannes qu'elle prononce à l'attention de Monsieur, notamment sur *Lovehappy* en fin d'album. Amusant tout ça, mais sans intérêt. La substance dans le propos de *Everything is Love* se cache plutôt dans le sous-texte : les deux y règlent

VOIR PAGE 3 : CASH



Beyoncé et Jay-Z au musée du Louvre  
YOUTUBE



## III INTIMIDATION

## Appel à une meilleure formation du personnel des services de garde

JESSICA NADEAU  
LE DEVOIR

Les membres du personnel des services de garde dans les écoles ne sont pas impliqués de façon systématique dans les plans de lutte contre l'intimidation et la violence. C'est le constat de l'Association des services de garde en milieu scolaire, qui réclame de la formation et des outils pour ses membres. « C'est à géométrie variable encore aujourd'hui, déplore Diane Miron, la présidente de l'association. Dans certains milieux, le service de garde est impliqué et fait partie de toutes les étapes du plan d'action, mais, dans d'autres milieux, le personnel de service de garde est mis de côté et n'est pas invité dans la démarche. »

Elle rappelle que la violence entre enfants ne survient pas uniquement dans les classes et les corridors, et que les périodes du dîner et de la ré-

création, supervisées par les services de garde, sont des moments où les interactions sont grandes entre les enfants et donc propices à des situations conflictuelles.

L'association n'a pas de statistiques sur le nombre d'établissements qui mettent de côté le personnel du service de garde, mais affirme avoir des échos en ce sens sur le terrain.

« Dans mon ancienne école, le service de garde était très proactif, et ça allait de soi qu'il fallait une continuité entre les classes et le service de garde, raconte de façon anonyme une éducatrice en milieu de garde qui travaille dans la grande région métropolitaine. Mais dans ma nouvelle école, on ne nous invite pas aux rencontres en lien avec l'intimidation et la violence. Et lorsqu'il y a un problème avec un enfant, on n'est même pas mis au courant, alors qu'on devrait évidemment faire de la surveillance proactive au-

près de certains enfants qui ont des comportements problématiques. »

## Demandes répétées

La loi visant à prévenir et à combattre l'intimidation à l'école, adoptée à Québec en 2012, force toutes les écoles à se doter d'un plan de lutte contre l'intimidation et la violence. On y précise que « tout membre du personnel d'une école doit collaborer à la mise en œuvre du plan de lutte et veiller à ce qu'aucun élève de l'école à laquelle il est affecté ne soit victime d'intimidation ou de violence ».

Comment expliquer alors que le personnel des services de garde ne soit pas impliqué systématiquement dans les plans de lutte ? C'est la question que se pose l'association, qui parle d'un « combat » perpétuel pour faire reconnaître la contribution du personnel des services de garde.

Déjà, en 2014, l'association levait un

**Le personnel en garde scolaire, grâce au lien significatif qu'il développe avec les enfants, reçoit souvent plus facilement les confidences de ces derniers**

DIANE MIRON



drapeau rouge sur cette lacune dans un mémoire présenté dans le cadre des consultations publiques sur la lutte contre l'intimidation et réclamait que le personnel en garde scolaire soit « obligatoirement intégré » dans la démarche des écoles.

« Le personnel en garde scolaire, grâce au lien significatif qu'il développe avec les enfants, reçoit souvent plus facilement les confidences de ces derniers. Il doit donc être en mesure d'intervenir efficacement pour garder la confiance de l'enfant et prendre les actions nécessaires pour résoudre la situation. C'est pourquoi il est primordial que le personnel en garde scolaire, tout comme les autres membres du personnel de l'école, soit inclus dans le plan de lutte contre l'intimidation et la violence à l'école, participe aux activités de prévention et d'intervention et reçoive la formation adéquate à ce sujet. »

Dans le cas de Simone (voir autre texte), les attouchements inappropriés sont survenus pendant l'heure du repas, et c'est une intervenante du service de garde qui a été la première à recevoir les dénonciations de l'enfant.

La Commission scolaire de Montréal assure au *Devoir* que les services de garde sont impliqués dans le plan de lutte contre l'intimidation et la violence et que tout le personnel a reçu la formation nécessaire.

## L'agression de leur fille a été banalisée, dénoncent des parents

La direction de l'école que fréquente l'enfant de 6 ans, victime d'attouchements de la part d'un autre élève, n'a pas informé ses parents le jour même de l'incident

JESSICA NADEAU  
LE DEVOIR

**L**

es parents d'une fillette de première année, victime d'attouchements inappropriés par un autre élève, dénoncent le manque de suivi et la banalisation du cas par l'école, n'ayant même pas été informés de la situation le jour de l'incident. La Commission scolaire de Montréal (CSDM) admet certaines lacunes, mais répète avoir fait les interventions nécessaires auprès des enfants concernés.

En revenant de l'école, le mois dernier, Simone (prénom fictif) a raconté à sa mère qu'un garçon de l'école avait touché ses parties intimes contre son gré pendant le dîner.

La petite a expliqué qu'il avait essayé de lui toucher les seins, les fesses et le vagin, et qu'il avait ses propres mains dans ses culottes. « Je le trouvais extrêmement dégoûtant, je n'arrêtais pas de lui dire: "arrête". Je me sentais mal, nerveuse... triste », a expliqué la petite dans une vidéo réalisée par sa famille le soir de l'événement.

Simone raconte avoir crié pour attirer l'attention d'un éducateur du service de garde, à qui elle a raconté l'événement. Les enfants ont alors été envoyés au bureau d'un responsable et la petite a dû expliquer ce qui s'était passé devant le garçon.

Dans la vidéo, la fillette affirme s'être sentie « gênée et stressée » de raconter ce qui s'était passé devant celui qui l'avait touchée. Elle ajoute qu'elle s'est sentie « mal » le reste de la journée et qu'elle n'avait « pas envie de jouer ».

## Manque de communication

Cette intervention groupée a indisposé Marie-Ève (prénom fictif), la mère de Simone. Mais ce qui l'a grandement troublée, c'est que personne ne l'ait contactée pour la prévenir de l'incident. « Heureusement que ma fille est allumée; on lui a déjà parlé de la notion de consentement. Sinon, je ne l'aurais jamais su. »

Dès le lendemain, elle s'est rendue à l'école pour avoir des réponses. « Je ne comprends pas pourquoi personne ne m'a avisée, qu'on ne m'ait pas appelée ou mis une note à l'agenda, déplore Marie-Ève. C'est grave ce qui s'est passé, mais j'avais l'impression que l'école banalisait l'événement. J'étais tout à l'envers et il a fallu que ce soit moi qui coure après l'école pour avoir les suivis. »

La direction de l'école a renvoyé *Le Devoir* au responsable des communications de la Commission scolaire de Montréal, Alain Perron.

Ce dernier a d'abord soutenu que les parents avaient été informés le jour même. Sur insistance du *Devoir*, il est revenu avec une deuxième version, af-

**Heureusement que ma fille est allumée; on lui a déjà parlé de la notion de consentement. Sinon, je ne l'aurais jamais su.**

MARIE-ÈVE (PRÉNOM FICTIF)



firmant que, si les parents n'avaient pas été avisés, c'est que la fillette n'avait informé personne de l'événement. Enfin, dans une troisième version, il affirme que les victimes étaient deux et reconnaît que seulement l'une des deux mères avait été informée de la situation au moment où elle est allée chercher sa fille à la fin de la journée au service de garde.

« La direction de l'école l'avoue, probablement que ça aurait été bien d'aviser le parent [de Simone] le soir même, mais pour eux, la question était pas mal élucidée, il arrive toutes sortes de choses dans une cour d'école avec les enfants », répond Alain Perron.

Selon lui, les événements seraient survenus dans la cour d'école le midi, et non dans la cafétéria, comme l'a raconté l'enfant. Il ajoute que les attouchements seraient limités aux cheveux, aux bras et aux fesses.

Si les deux fillettes ont été rencontrées en présence du garçon, c'était uniquement dans le but de savoir ce qui s'était passé, précise-t-il. « Ensuite, la psychoéducatrice a proposé de rencontrer les trois enfants, mais indépendamment, les deux fillettes d'un côté et le garçon de l'autre. Puis elle a proposé aux filles de faire venir le garçon pour que les deux fillettes lui fassent un message clair que ça ne se fait pas. »

Il ajoute que la direction d'école « n'a jamais été mise dans le coup » puisqu'on considérerait qu'il s'agissait d'un « événement isolé », mais que la directrice devrait téléphoner aux parents de Simone pour connaître les raisons de leur mécontentement. Plus d'une semaine plus tard, Marie-Ève n'avait encore reçu aucun appel.

Les parents de Simone avaient également demandé une lettre d'excuse du garçon ou une rencontre avec les parents de celui-ci. Cela ne s'est pas concrétisé. La CSDM assure qu'un suivi est effectué auprès de Simone et de l'autre fillette pour s'assurer que tout va bien.

## Un protocole spécifique ?

*Le Devoir* rapportait récemment que la violence sexuelle dans les établissements primaires et secondaires était de plus en plus visible et dénoncée, mais que les écoles sont mal outillées pour



Les écoles ont recours au plan de lutte contre l'intimidation et la violence pour traiter les cas de violence sexuelle. Mais ce n'est pas suffisant, plaident récemment une coalition. RÉMY GABALDA AGENCE FRANCE-PRESSE

faire face à ce phénomène.

Tatou Parisien, spécialiste en intervention auprès des enfants victimes d'agressions sexuelles au CIASF en Outaouais, citait en exemple de mauvaise pratique le fait de mettre la victime face à son agresseur. « On positionne la victime dans une situation relationnelle impossible. Elle a vécu un sentiment d'impuissance innommable pendant les agressions sexuelles; comment peut-on prétendre qu'elle est en mesure d'affirmer sa position devant l'autre personne qui l'a agressée ? C'est une revictimisation en soi. »

La présidente de l'Association mont-

réalise des directions d'établissement scolaire, Hélène Bourdages, reconnaissait que « les écoles font avec les moyens du bord, au meilleur de leurs connaissances ».

Les écoles ont recours au plan de lutte contre l'intimidation et la violence pour traiter les cas de violence sexuelle. Mais ce n'est pas suffisant, plaident récemment une coalition d'organismes, dont la Maison d'Haïti et Québec contre les violences sexuelles, qui réclame un protocole spécifique pour les violences sexuelles, comme c'est désormais le cas pour les établissements postsecondaires.

**Les parents de Simone avaient demandé une lettre d'excuse du garçon ou une rencontre avec les parents de celui-ci. Cela ne s'est pas concrétisé.**

## Le choix du président

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



**A**l'époque des préparatifs référendaires de 1995, Jacques Parizeau avait apparemment affirmé dans une conversation privée, devant des ambassadeurs de la Communauté européenne, que le référendum était une cage à homard qui conduisait en quelque sorte l'électeur dans l'eau bouillante.

Il n'y a plus aujourd'hui l'ombre d'un référendum en vue. L'idée même de consulter la population est devenue quelque peu suspecte, du moins autrement que par l'entremise de sondages qui, à force de se répéter, conduisent à penser que même les élections se réduisent plus que jamais à de simples formalités techniques.

Nous en sommes arrivés à la dictature des sondages, lesquels constituent pourtant une bien curieuse invention qui se substitue au peu qui nous reste de démocratie politique. Depuis les sphères de la publicité, les sondages ont pénétré profondément nos vies au point que nous en sommes venus à négliger d'en remettre en question les fonctionnalités autant que les modalités d'application.

Celui qui répond à un sondage est obligé de choisir dans le cadre d'un sujet prédéterminé, même si celui-ci ne fait pas partie de ses préoccupations du moment. À l'heure du souper, a-t-on bien envie de livrer par téléphone son appréciation d'un nouveau jambon qui n'apparaît pourtant d'aucune façon dans l'horizon de notre soirée ?

Les sondages posent sans cesse des questions que les gens ne se posent pas forcément, notamment parce qu'ils n'ont pas le temps et que cela ne répond pas à leurs intérêts premiers. Leur diffusion par la suite a pour effet d'enrober la réalité de préoccupations prémâchées.

Dans le sondage en effet, ce sont souvent les préoccupations qu'articulent ceux qui les commandent qui se révèlent d'abord et avant tout. Un des effets pervers du sondage est de lisser, voire de biffer carrément, en les légitimant, des problèmes de savoir, de culture, de compétence, de conditions socio-économiques, de sentiment d'impuissance.

**La vraie cage à homard est peut-être celle-là : croire qu'il n'existe toujours pour seul choix que celui de s'aligner sur la volonté de manger à la manière des plus gros.**

Si le citoyen a pu être perçu comme un homard et le référendum comme une cage, que dire alors de ces vastes filets à citoyens que tirent derrière eux les sondages ?

Le homard se déguste à la table de tous les présidents du globe, même à celle d'un simple représentant de salon, tel le député de Westmount, Jacques Chagnon. Mais est-ce bien ce qui se trouve dans l'assiette de pareils possédants qui illustre le mieux aujourd'hui le déficit démocratique ? Du homard, on fait désormais commerce comme on le fait de simples citoyens.

Ainsi lorsque le gouvernement fédéral en vient à fermer des zones de pêche au large de la Gaspésie, ce n'est pas seulement afin de protéger des baleines noires, explique mon collègue Alexandre Shields. Il s'agit de satisfaire le marché états-unien. Les fruits de la pêche doivent désormais se soumettre entre autres choses aux règles du Marine Mammal Protection Act de la législation américaine. Sinon, plus de commerce. Et qui aujourd'hui pourrait bien parvenir à vivre sans homards ? Pas le président de l'Assemblée nationale en tout cas.

Chez le poissonnier du coin, l'autre jour, un rare arrivage d'écrevisses, ces mini homards d'eau douce. « Elles viennent d'où, vos écrevisses ? » De Boston, finit-on par me dire. C'est-à-dire là où se joue désormais pour une bonne part le commerce du poisson. « Pourquoi en recevez-vous si peu, des écrevisses ? » Personne n'en achète. Pourtant, c'est bon ! Les Louisianais l'ont bien compris. D'ailleurs, les anciens ici en mangeaient aussi. Il suffisait de les cueillir dans les ruisseaux.

La vraie cage à homard est peut-être celle-là : croire qu'il n'existe toujours pour seul choix que celui de s'aligner sur la volonté de manger à la manière des plus gros. Nous sommes sans cesse invités à nous comporter comme ces bancs de capelans qui se précipitent tous dans la même direction, pour peu que des leurres les y invitent. Du homard ou du poulet. Le protectionnisme ou la mondialisation. Trump ou Trudeau. David ou Goliath. Noir ou blanc.

Hier encore, la mondialisation suscitait des réserves énormes à cause de ses effets sur les populations locales. Mais il suffit qu'un marsouin américain parle de protectionnisme n'importe comment pour que la mondialisation apparaisse désormais comme la seule option. Un Trudeau passe soudain pour un héros à la chanter, sans qu'il dise pourtant le poids que cet ordre économique fait peser sur ceux qu'il écrase.

Dans un entretien publié par *Le Devoir* du 13 juin, Pascal Lamy, ex-directeur général de l'OMC voudrait faire croire que, n'eût été Trump, la mondialisation n'aurait pas à nous préoccuper : « Ces histoires étaient réputées très ennuyeuses et réservées aux spécialistes. » Le même jour, dans le quotidien *Le Monde*, le même concède pourtant ceci : « Je n'ai jamais parlé de mondialisation heureuse. La mondialisation est efficace parce que douloureuse. Plus pour les faibles que pour les forts. Il revient aux politiques sociales d'en tirer les conséquences. »

En d'autres termes, à l'heure du triomphe des sondages, le règne du commerce ne promet pas du homard pour tout le monde, mais un affaiblissement social constant qui se trouve facturée aux États. Ce n'est là qu'un des tristes aspects de cette cage dorée dans laquelle on nous a tous jetés.

jfn@ledevoir.com



Dimanche, sur les réseaux sociaux, de nombreux parents se sont dits soulagés d'avoir à nouveau accès à leur service de garde, mais certains n'ont pas caché leur nervosité face à ce retour à la normale.

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

## Retour à la normale dans les CPE en grève

FLORENCE SARA G. FERRARIS  
LE DEVOIR

De nombreux parents ont pu pousser un soupir de soulagement dimanche en fin de matinée, alors que la grève générale illimitée, déclenchée le 6 juin dernier dans 57 centres de la petite enfance (CPE) de Montréal et Laval, a été levée.

Les conciliateurs du ministère du Travail ont présenté au Syndicat des travailleuses des CPE, affilié à la CSN, et à l'Association patronale des CPE, une recommandation de règlement de leur convention collective. À la demande de ces derniers, son contenu doit toutefois demeurer confidentiel pour les prochains jours. Les parties se sont engagées à la présenter « favorablement » à leurs mandants respectifs.

Elle sera ainsi présentée à l'ensemble des travailleuses visées lors d'une assemblée générale extraordinaire la fin de semaine prochaine. D'ici là, la grève, qui a touché plus de 3000 enfants, est tout de même levée et le retour au travail est prévu dès lundi matin.

### Soulagement et appréhension

Malgré le peu d'informations disponibles pour le moment, l'annonce de la

fin du débrayage a tout de même suscité beaucoup d'activité sur les réseaux sociaux dimanche. Mais si de nombreux parents se sont dits soulagés d'avoir à nouveau accès à leur service de garde, certains n'ont pas caché leur nervosité face à ce retour à la normale.

C'est ainsi le cas de Victoria Camerota, porte-parole du Recours collectif contre le syndicat des travailleuses de CPE Laval/Montréal qui regroupe 262 personnes. « Nous sommes heureux et soulagés que cette grève soit levée, a fait savoir cette mère de deux enfants. [...] Nous espérons [maintenant] que le retour au CPE sera plaisant et qu'il n'y aura pas trop de tensions entre les éducatrices et les parents. Les conséquences de la grève générale illimitée ont été désastreuses. »

D'autres, au contraire, ont plutôt profité de l'occasion pour souligner le travail extraordinaire des éducatrices de CPE et leur apporter leur appui dans leurs démarches, et ce, même si elles leur posent un défi de logistique familiale. « Avec toutes les compressions financières des dernières années, ces éducatrices font des petits miracles au quotidien, souligne Anik Pouliot, mère d'une fillette qui fréquente un CPE montréalais depuis maintenant quatre

ans. Si en plus on vient précariser leur travail, je ne sais pas comment elles vont pouvoir continuer à bien s'occuper de nos petits. »

Même son de cloche du côté de Marie-Eve Lamontagne, dont les deux enfants sont inscrits dans un établissement lavallois. « Si on souhaite qu'elles fassent bien leur travail, elles doivent être bien. Point final. »

Toutes deux membres du groupe Facebook « Parents et citoyens en appui aux travailleuses de CPE Mtl-Laval », qui compte près de 2000 membres, elles estiment que cette grève cache quelque chose de plus profond. Idem pour Jacynthe Voutsinas, mère de deux enfants qui fréquentent un CPE lavallois depuis les printemps derniers. « Ça en dit beaucoup sur la façon dont on considère celles qui s'occupent de nos enfants au quotidien, laisse-t-elle tomber, visiblement découragée. Mais, je vous le dis, pour moi, ce n'est pas fini. »

Rappelons que les points litigieux portaient notamment sur les pouvoirs décisionnels laissés entre les mains des éducatrices, les horaires de travail, les congés sans traitement, de même que la liste de rappel et l'application de l'ancienneté.

Avec La Presse canadienne

## Le prestige et l'opulence

CASH

SUITE DE LA PAGE A 1

leurs comptes, faisant front commun devant leurs opposants, parfois en les nommant directement, sinon par des rimes lourdes de sous-entendus.

Leurs langues fouettent la Ligue nationale de football américaine (NFL), qui avait offert à Beyoncé l'immense plateforme de son spectacle de la mi-temps du 50<sup>e</sup> Superbowl en 2016. Elle avait sauté sur l'occasion pour inaugurer son brûlot Formation, se posant ainsi en militante des droits des Afro-Américains. Les temps ont bien changé... depuis le geste de protestation du quart-arrière Colin Kaepernick et la colère du président Trump à l'égard des joueurs de la ligue.

Jay-Z avait publiquement appuyé l'athlète; sur le premier extrait, *Apeshit* — la meilleure chanson de l'album, une collaboration avec Pharrell Williams et Quavo de Migos, sur une rutilante production trap —, il rappe : « I said no to the Super Bowl/You need me, I don't need you », confirmant les rumeurs voulant qu'on l'ait approché pour assurer le spectacle de la mi-temps en février dernier. Plus loin, c'est l'organisation des Grammys qu'il raille : « Tell the Grammys fuck that zero for eight shit », rappelant qu'il est reparti bredouille de la dernière cérémonie.

La question des inégalités raciales

s'imisce à nouveau sur *Black Effect* (une rythmique mi-trap mi-soul signée Cool & Dre qui nécessitait la présence de Beyoncé pour lui donner un peu d'âme), où Jay-Z évoque la mémoire de Martin Luther King et de Malcom X, mais de manière encore plus intime sur le *groove* lent et minimaliste de Nice, elle aussi coproduite par Pharrell Williams.

Il s'agit là de la meilleure performance individuelle du rappeur sur l'album. Son texte le plus incisif, alors qu'il évoque de récents déboires juridiques reliés à son ancienne ligne de vêtements et, surtout, le travail de certains médias ayant couvert l'affaire en rappelant son passé de petit revendeur de drogue ayant grandi dans les HLM de Brooklyn : « After all these years of drug trafficking, huh/Time to remind me I'm Black again, huh? ». Sur la même chanson, Beyoncé s'en prend à son tour à Spotify, rivale de la plateforme Tidal cofondée par son mari et elle : « If I gave two fucks — two fucks about streaming numbers/Would have put *Lemonade* up on Spotify ».

Or, après l'amour, le second thème majeur du disque est l'étalage des richesses du couple, et le respect que leur statut privilégié impose. « Hundred million crib, three million watch, all facts », se vante Jay-Z sur *Boss*, une chanson aux tons funk sur laquelle le couple réserve ses attaques (voilées) à l'endroit des collègues du rap game — on devine que Drake et Kanye West se sentiront visés. Presque chaque chanson fait allusion aux comptes en banque bien garnis et aux avions privés qu'ils possèdent — notons au passage que le magnifique clip de la chanson *Apeshit*, chorégraphié par l'étoile belge Sidi Larbi Cherkaoui, a été tourné au musée du Louvre, avec entre autres la Joconde en arrière-plan. Comme symbole de prestige et d'opulence, on ferait difficilement mieux.

Ceux qui lèveront le sourcil devant cette propension du couple multimillionnaire à décrire ainsi leur vie luxueuse passeront malheureusement à côté de leurs motifs. Beyoncé et Jay-Z sont un symbole de la réussite des Noirs dans cette Amérique divisée, et ils le revendiquent avec fierté. Les rimes les plus puissantes de l'album sont servies par Beyoncé, sur la chanson *Boss* : « My great-great-grandchildren already rich/That's a lot of brown children on your Forbes list ». Les Carter, symbole de réussite, symbole d'émancipation surtout pour les Afro-Américains, et le plus beau pied de nez qu'ils puissent faire à l'Amérique de Donald Trump. « I can't believe we made it/This is what we're thankful for », rappe Bey sur *Apeshit*.

Trilogie pour trilogie, après les albums *Lemonade* et *4:44*, *Everything is Love* passera à l'histoire comme le *Godfather Part III* du clan Carter. On a droit à une quarantaine de minutes de *grooves* assez conservateurs durant lesquels Beyoncé vole de façon évidente la vedette à son mari, même lorsqu'elle rappe — ce qu'elle fait autant que chanter. Trop souvent, Jay-Z se contente d'apparaître au milieu de chansons avec deux ou trois couplets, rarement spectaculaires; sa présence est encore moins imposante que sur son récent album, *4:44*. Ainsi, s'il faut comparer ce premier album du couple à l'avant-gardiste *Lemonade* ou même à l'album Beyoncé de 2013, force est de reconnaître que la chanteuse a mis l'audace de côté au profit de rythmiques dans l'air du temps, sinon confortablement soul/funk, d'où parviennent à s'élever deux ou trois chansons.

Everything is Love

★★ 1/2

The Carters  
Roc Nation

III GABON

# Dans un bastion du combat contre Ebola

Le P4, laboratoire ultrasécurisé situé à Franceville, se consacre à la recherche sur les virus dangereux

STÉPHANE BARBIER  
À FRANCEVILLE  
AGENCE FRANCE-PRESSE

## L

es chercheurs l'appellent le P4 : ce laboratoire hautement sécurisé, l'un des deux seuls en Afrique à traiter les virus les plus dangereux, dont Ebola, est situé bien à l'écart des bâtiments principaux du Centre international de recherches médicales de Franceville (CIRMF) au Gabon.

« Seules quatre personnes, trois chercheurs et un technicien, sont autorisées à pénétrer dans le P4 », avec un badge d'accès réservé, explique le docteur Illich Mombo, virologue et responsable de ce laboratoire bien particulier, placé sous vidéosurveillance et entouré d'une clôture électrique.

Dans l'immense parc de 40 hectares qui abrite le CIRMF en périphérie de Franceville, chef-lieu de la province du Haut-Ogooué (sud-est du Gabon), le P4 a été installé à 800 mètres des autres bâtiments datant des années 1970. Il est interdit de le photographier ou de le filmer.

Quand il y pénètre pour « inactiver » des virus suspects et dangereux — parmi lesquels celui d'Ebola, qui a fait depuis six semaines 28 morts en République démocratique du Congo (RDC) —, le docteur Mombo revêt une combinaison qui le protège des pieds à la tête. Celle-ci sera ensuite détruite, une fois son travail terminé. « Même l'air qu'on respire est filtré », souligne-t-il.

Des mesures draconiennes destinées à éviter tout risque de contamination aux effets potentiellement dévastateurs.

### Matériel moderne et performant

Lorsque le virus a été « inactivé », il passe avec d'infimes précautions du P4 vers d'autres laboratoires du CIRMF, où sera déterminée avec une extrême précision sa nature, grâce à un matériel moderne et performant, dont peu de laboratoires dans le monde sont équipés.

« Entre l'arrivée d'un échantillon suspect et le rendu des résultats du diagnostic, il faut en moyenne de 24 à 48 heures », selon Illich Mombo.

Sur le continent africain, seuls le CIRMF et un centre de recherches de Johannesburg possèdent un laboratoire de ce type.

À la suite de l'épidémie d'Ebola en RDC et des risques possibles d'extension à d'autres pays d'Afrique centrale, « nos équipes ont été mises en alerte pour rece-



Les équipes du CIRMF s'intéressent notamment de très près aux chauve-souris, « réservoir potentiel du virus Ebola ».

STEVE JORDAN AGENCE FRANCE-PRESSE

voir des échantillons suspects », déclare le directeur général du CIRMF, Jean-Sylvain Koumba, colonel de l'armée gabonaise et médecin militaire.

« Nous sommes un centre collaborateur de l'Organisation mondiale de la Santé [OMS] pour l'Afrique centrale » pour les fièvres hémorragiques virales et les arboviroses [maladies virales], explique-t-il. « L'OMS nous a contactés pour que nous soyons prêts à recevoir des échantillons de RDC, actuellement traités par l'Institut national de recherche biomédicale de Kinshasa. »

Mais le centre de Franceville ne reste pas les bras croisés en attendant l'arrivée éventuelle de ces échantillons : outre le diagnostic sur les virus, il maintient une activité de « veille passive et active », selon Gaël Darren Maganga, coresponsable de l'unité Émergence

des maladies virales du CIRMF.

« La veille passive consiste à aller faire un prélèvement sur un animal mort à la suite d'une sollicitation, la veille active à aller nous-mêmes sur le terrain faire des recherches et des prélèvements », explique-t-il.

Les équipes du CIRMF, où travaillent et vivent 150 personnes, se consacrent à 60 % à la recherche. Elles s'intéressent aussi de très près aux chauve-souris, « réservoir potentiel du virus Ebola », selon le Dr Maganga. Elles vont ainsi régulièrement en capturer sur tout le territoire gabonais pour prélever sur elles des échantillons de salive, de matières fécales et de sang.

« Cela reste des hypothèses, mais la transmission à l'homme peut se faire par contact direct, par exemple des griffures dans des grottes, ou par mani-

pulation de grands singes infectés à la suite de la consommation des fruits contenant la salive des chauve-souris », explique le virologue.

La consommation de viande de singe et autres animaux de brousse est courante en Afrique centrale.

Créé en 1979 par l'ancien président gabonais Omar Bongo Ondimba pour étudier l'hypofécondité dans son pays, le CIRMF a par la suite étendu ses activités à la recherche contre le sida, le paludisme, le cancer, les virus et les maladies tropicales négligées qui, selon l'OMS, affectent un milliard de personnes dans le monde.

Il est financé par l'État gabonais ainsi que par la coopération française. Sa réputation attire de nombreux chercheurs, étudiants et stagiaires venus d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des États-Unis.

Sur le continent africain, seuls le CIRMF et un centre de recherches sud-africain possèdent un labo de ce type

## Critiques envers les nouvelles règles du parrainage privé

### RÉFORME

SUITE DE LA PAGE A 1

dans nos rencontres, les gens du MIDI n'étaient pas capables de nous expliquer le pourquoi de toutes ces règles », a dit son président, Jean-Sébastien Boudreault.

### Des règles plus contraignantes

Par exemple, le projet de règlement modifiant la loi sur l'immigration viendra obliger les organisations, fondations privées, églises, etc., à avoir exercé leurs activités depuis au moins deux ans afin d'être autorisés à être garant dans le programme de parrainage privé du Québec. Elles devront posséder au moins 10 années d'expérience, acquises dans les 15 dernières années, et s'engager à parrainer un nombre minimal de personnes, qui doivent être d'au moins trois nationalités différentes.

« Cette approche, purement quantitative, ne laisse place à aucune flexibilité administrative permettant au MIDI d'accorder à des OSBL de qualité ce statut hautement préférentiel », écrit

M<sup>e</sup> Séguin, dans une lettre ouverte envoyée au *Devoir*. En vertu des nouvelles règles, son organisation For the Refugees n'aurait pas pu s'occuper du dossier des anges gardiens d'Edward Snowden, ces résidents de Hong-Kong qui, disant avoir subi des représailles du gouvernement hongkongais, ont demandé l'asile au Canada. « Si on n'avait pas pu bénéficier de la latitude qu'offrait l'ancien programme, ces réfugiés se retrouveraient sans option possible au Canada ni ailleurs dans le monde », a déclaré M<sup>e</sup> Séguin.

Dans un mémoire déposé lors de la période de consultation, le Barreau du Québec a lui aussi critiqué les nouvelles conditions du programme de parrainage. Il recommande carrément d'éliminer la règle imposant les organismes à parrainer des gens de trois nationalités différentes, qu'il estime « contraire aux obligations du Québec en matière d'accueil de réfugiés ». Selon lui, cette exigence forcera un OSBL « à travailler dans différents territoires et à prévoir du personnel capable de répondre aux besoins de différentes nationalités et cultures de ressortissants étrangers », ce qui représente un lourd

fardeau logistique et financier, qui empêchera des organisations de parrainage à continuer leurs activités.

### Groupes de 2 à 5 personnes

En plus des OSBL, de petits groupes de 2 à 5 personnes peuvent parrainer des réfugiés au Québec. Ces groupes devront désormais présenter de solides garanties financières en plus d'accompagner leur demande d'un plan d'accueil et d'intégration. Ce plan exige d'expliquer comment la ou les personnes parrainées s'établiront dans leur région et comment s'organiser la recherche d'emploi. Un rapport d'établissement devra aussi être fourni dans les trois mois suivant l'arrivée des réfugiés.

Selon M<sup>e</sup> Boudreault de l'AQAADI, cela compliquera les choses, voire découragera certains groupes de 2 à 5 personnes de parrainer au privé. Cet avocat de plus de 15 ans de pratique en droit de l'immigration a lui-même parrainé son conjoint syrien grâce à un groupe privé, une démarche qui n'avait rien de facile. « C'est déjà compliqué de faire une demande de refuge pour quelqu'un. Et là, en plus, on rajoute des règles et des plans d'intégration », déplore-t-il.

Les petits groupes de 2 à 5 personnes voulant parrainer des réfugiés au Québec devront désormais présenter de solides garanties financières

À la TCRI, on est plutôt satisfait des nouvelles règles encadrant le parrainage, notamment parce qu'elles visent à empêcher les abus qui se produisaient. « Ça ne pouvait pas continuer comme ça, c'était un peu le bar ouvert », note le directeur général, Stéphan Reichhold. « Il y avait vraiment un commerce d'achat de places de parrainage qui s'était constitué, et le MIDI n'avait aucun outil pour agir. » Jusqu'ici, il n'était pas illégal qu'une riche famille de Syriens, établie en Arabie saoudite par exemple, paie un organisme en échange du parrainage d'un de leur membre.

M. Reichhold ne voit pas non plus de problèmes à ce qu'on oblige les organismes voulant parrainer à s'ouvrir à d'autres nationalités. Selon lui, ça viendrait corriger « un certain déséquilibre », notamment concernant les pays africains, auxquels peu d'organismes de parrainage s'intéressent.

Après un an de moratoire durant toute l'année 2017, le programme de parrainage n'a pas rouvert au début de 2018 comme prévu, le MIDI ayant plutôt annoncé une prolongation de sa suspension jusqu'à l'été pour mieux le réformer. Suivant la publication du projet de règlement dans la Gazette officielle le 28 mars dernier et les consultations requises, les modifications devraient entrer en vigueur à la mi-août.

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2018-06-16

649 + 100X 10 000 \$ GARANT

05 07 14 15  
19 21 32 compl.

Extra 0428120

LOTO MAX

Résultats des tirages du : 2018-06-15

18 23 28 37 44 45 47 compl. 09

Extra 6533250

Prochain gros lot (approx) : 42 000 000 \$

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Congédié?

Voyez

**François Gendron**  
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

# Instagram et le monde des instatoueurs

Plus glamour et efficace que Facebook, Instagram fédère les tatoueurs du monde entier. Cette communauté très active partage ainsi ses créations, mais augmente aussi le nombre de ses clients.

ALEXANDRE CORBAT  
LE TEMPS

L

es tatoueurs forment sur le réseau social Instagram une communauté à part entière, trouvant une plateforme idéale pour mettre en évidence leur style, pour séduire de nouveaux clients et pour communiquer entre eux. Avec 800 millions d'utilisateurs qui partagent chaque jour 100 millions de photos et 4 milliards de mentions « J'aime », Instagram, soigné et plus clair que Facebook, est aussi plus intime. Rien de surprenant à ce que les photos de corps, d'athlètes, de mannequins ou de tatoués, y prennent une place importante. Le succès est tel que certains, à l'image de Maxime Büchi et son profil TTTism, répertorient les plus belles créations, créant une sorte de groupe d'influence, offrant son expertise et partageant sa visibilité. « Sur ce profil particulier, on n'a pas des millions d'abonnés, explique le tatoueur, fondateur du studio Sang Bleu à Londres. Mais en parlant des tatoueurs, on touche à tout un réseau secondaire de professionnels, ultra-actifs à tous les niveaux. »

Cette efficacité, Jack Watts, 29 ans, qui travaille chez Sang Bleu, en est convaincu : « C'est un moyen irremplaçable de rencontrer des artistes qui m'inspirent, mais qui vivent parfois à des milliers de kilomètres. Avant l'explosion d'Instagram, j'écrivais des lettres et j'envoyais des dessins imprimés. Ce que je continue d'ailleurs à faire. Mais c'est clair que l'instantanéité du réseau nous rapproche et rend les gens plus accessibles. »

## Influence sur le style

Tomber amoureux des dessins d'un tatoueur et découvrir qu'il travaille à Hawaï peut se révéler un peu frustrant. Le réseau social prend alors son rôle de facilitateur : « Je suis très actif dans les conventions, pour lesquelles les tatoueurs ont toujours eu pour habitude de voyager. Mais avec Instagram, on peut entrer en contact avec un mec n'importe où et l'inviter à travailler quelques jours dans son studio, c'est fou ! »

Un enthousiasme partagé par son collègue Dan Felton. S'il estime qu'il suit un millier de tatoueurs sur Instagram, il insiste sur le fait qu'une centaine d'entre eux sont devenus des amis. « C'est réellement une communauté. Avant, il fallait espérer qu'ils auraient un peu de temps à te consacrer pour te parler dans une convention. »

Le fait de suivre autant d'autres tatoueurs a-t-il une influence sur son style ? « Oui, c'est sûr, on note des trucs sur la manière de travailler, des palettes de couleurs. » Mais le partage de compétences a ses limites. « On ne donne pas beaucoup de conseils, c'est un milieu assez fermé, où il faut tout de même savoir se protéger... »

Ruby Quilter, 26 ans, tatouée depuis qu'elle a 20 ans. Pour cette Londo-



Il n'y a rien de surprenant à ce que les photos de corps, d'athlètes, de mannequins ou de tatoués prennent une place importante sur Instagram, qui réunit 800 millions d'utilisateurs partageant chaque jour 100 millions de photos et 4 milliards de mentions « J'aime ».

MIGUEL  
SCHINCARIOL  
AGENCE FRANCE-  
PRESSE

nienne aussi, le fait de passer des heures sur Instagram a influé sur son style : « Je regarde énormément de photos de tatouages. Je pense que ça induit une compétition en même temps qu'une émulation et force les gens à se distinguer. » Contrairement à la plupart des comptes de tatoueurs, la jeune femme continue à se mettre en scène, non seulement dans les stories mais également sur ses photos. « À mon avis, c'est important de montrer un peu sa personnalité. Je pense que ça rassure les clients, que ça peut les aider à imaginer comment se déroulera la séance. »

## Accrocher le client

Maître d'enseignement et de recherche en sciences de la communication à l'Université de Fribourg, Bruno Asdourian observe que si Ruby postait au départ seulement des parties de son corps tatouées, elle se montre désormais en entier, de manière à inspirer confiance, un aspect important de la relation entre le tatoueur et son futur modèle. Et une stratégie qui peut aussi se révéler efficace commercialement. « La démarche de se mettre en scène et de montrer son studio permet de mieux cerner son style de vie. Du coup, les clients peuvent s'identifier à elle. » La tatouée abonde dans ce sens. « Tout est publicité aujourd'hui. L'attention des internautes est très mouvante. Il faut tout faire pour l'accrocher. »

Dan Felton rappelle qu'avant l'avènement des réseaux sociaux les gens qui allaient dans un studio de tatouage y découvraient les dessins souvent pour la première fois. « Il y avait encore une

stigmatisation du tatouage. Une bonne partie du travail consistait à rassurer les clients. Aujourd'hui, la majorité d'entre eux sont familiarisés avec ce que je fais, ils savent exactement ce qu'ils veulent. Je dois leur expliquer ce qu'il est possible de faire ou pas. Ce qui peut se compliquer avec ceux qui ont l'impression d'être des experts parce qu'ils passent beaucoup de temps sur Insta ! »

En revanche, le réseau offre un avantage immense pour la clientèle étrangère. Plus besoin forcément de prendre un billet d'avion pour San Francisco pour bénéficier des talents d'un artiste en particulier, ceux-ci ayant gagné en mobilité. « Au bout d'un moment, tu peux avoir épuisé le potentiel dans la région où tu travailles, poursuit Jack Watts. Avec Instagram se forme une communauté internationale de gens qui aiment ton style. Et quand tu vas travailler ailleurs, tu remplis ton agenda rapidement. »

## Soigner son image

Ce qui veut dire aussi que, pour soigner son image, la mise en scène des photos peut prendre du temps. « Personnellement, j'utilise un bon appareil. J'édite ensuite mes photos pour corriger les couleurs, explique Ruby Quilter. C'est important, parce que les noirs ont l'air violets ou roses à cause du sang qui affleure juste après la séance. Il faut que le tatouage ressemble le plus possible à ce qu'il va donner en vrai. Et puis je fais aussi quelques stories en vidéo, que je poste en fin de journée ici à Londres, de manière à toucher le plus possible de clients américains. »

« Il y a effectivement un détournement de la fonction de base d'Instagram, confirme Mélissa Baudrillart, assistante au MediaLab de l'Université de Genève. On voit aujourd'hui que cette plateforme, comme Facebook, prend un virage commercial, offrant désormais la possibilité d'afficher des liens cliquables. Depuis peu de temps, des blogueuses peuvent ainsi taguer les objets qu'elles portent. Ce qui permet aux personnes que cela intéresse d'accéder directement sur les sites des marques. Pour les services, comme dans le cas des studios de tatouage, c'est encore plus simple... »

Stephane Devidal officie à Lausanne au 242 et à Sang Bleu Zurich. Il prend cet aspect de son travail avec décontraction. « Ma seule communication passe par Insta, d'où viennent tous mes clients. Depuis quelques mois, j'ai remarqué que mon compte fonctionne moins bien, apparemment à cause du nouvel algorithme mis en place depuis le rachat de la plateforme par Facebook. Pour l'instant, ça roule, mais j'hésite à payer une publicité pour améliorer ma visibilité. »

Cet ancien étudiant des Beaux-Arts souligne que, si le réseau permet de se trouver une famille d'artistes, « il peut aussi plomber le moral. On peut avoir l'impression d'avoir fait du mauvais travail si on ne récolte pas des centaines de likes. Et puis il faut savoir quitter son écran. L'inspiration vient de partout. Instagram, c'est très bien. Ce n'est pas pour ça qu'il faut arrêter de se plonger dans les livres et de visiter les musées ! »

C'est un moyen irremplaçable de rencontrer des artistes qui m'inspirent, mais qui vivent parfois à des milliers de kilomètres.

JACK WATTS



## Faire ses valises en quête du tatouage de ses rêves

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

Féru de comptes Instagram consacrés aux artistes du tatouage, Isabelle se découvrirait il y a près d'un an une passion pour le style d'un tatoueur espagnol. Dans quelques jours, elle fera ses valises et s'envolera vers l'Espagne pour confier son avant-bras à l'aiguille experte de son artiste préféré, Cristian Casas, dont la liste d'attente s'étire jusqu'à un an.

« Beaucoup de gens font ça. Mon fil Instagram regorge de personnes qui vont dans divers pays rencontrer des artistes pour se faire tatouer. Moi, cet artiste, ça m'a pris trois mois pour le convaincre, en lui écrivant par messagerie électronique, en « likant » toutes ses publications sur Instagram. Puis un jour, il m'a répondu : « Quand viens-tu en Espagne ? » J'ai attendu sa confirmation un mois avant d'acheter mon billet d'avion », explique Isabelle, qui ajoutera bientôt cette « œuvre » corporelle à une autre réalisée sur le même bras par son artiste fétiche de Mont-

réal, Michaël Cloutier.

Pour cette adepte, le tatouage est avant tout un art. En s'abonnant aux comptes de divers artistes sur Instagram, elle a fini par percer la bulle du petit monde des artistes tatoueurs et par connaître les genres et les styles de chacun. « Instagram, c'est un musée portable du tatouage. On peut y voir les réalisations du monde entier, c'est une source d'inspiration pour savoir ce qu'on veut », explique celle qui a mis dix ans à « choisir » son premier artiste.

Avec l'arrivée d'Instagram, les tatoueurs les plus en vue sont eux aussi souvent sur la route, à la rencontre de clients sur divers continents ou de salons consacrés aux tatouages. Membre du groupe The Arts Corporation, Michaël, qui a embrasé l'épaule d'Isabelle d'une tête d'aigle écarlate enveloppée de fleurs de cerisier, s'est rendu en Allemagne, en Irlande du Nord et à Paris pour essayer ses tatouages au réalisme altéré à tendance graphique.

Dès le pied posé en Espagne, Isabelle

mettra le cap sur les Asturies pour aller à la rencontre de Cristian et entamer un marathon de gravure sur peau d'une durée de six à huit heures, avec une idée approximative de l'œuvre qui naîtra sur son épiderme. « Je lui ai dit que je voulais un personnage féminin. Mais c'est lui qui décide entièrement du look final. C'est un acte de confiance, car je connais ce qu'il fait. On ne dirait pas à un peintre qu'on admire comment et quoi peindre avant d'acheter ses toiles. C'est la même chose. »

Si des Québécois vont à l'étranger pour livrer leur peau aux virtuoses de la peinture sur chair, l'inverse est aussi vrai. Des artistes montréalais connus, dont Michaël Cloutier, F is the Key, Eilo Martin, David Brown et Yann Black, voient aussi débarquer des ressortissants de France et d'ailleurs rêvant d'immortaliser à Montréal leur fantôme pictural cutané. En plus de leurs valises, ils repartiront chez eux avec un peu de leur passion sous la peau, une passion née d'un premier coup de cœur virtuel.



À Montréal, Michaël Cloutier a embrasé l'épaule d'Isabelle, qui partira bientôt en Espagne pour ajouter une autre œuvre à son bras.

MICHAËL CLOUTIER

DIRECTEUR BRIAN MYLES  
 Rédactrice en chef Luce Julien  
 Vice-présidente du développement Christianne Benjamin  
 Vice-président des ventes publicitaires Mark Drouin  
 Directeur des finances Stéphane Roger  
 Chef des technologies Sylvain Coutu

Directrice de l'information Marie-Andrée Chouinard  
 Directeur de l'information numérique Florent Daudens  
 Adjointes Paul Cauchon, Véronique Chagnon, Valérie Duhaime, Louis Gagné, Jean-François Nadeau, Dominique Reny, Louise-Maude Rioux Soucy  
 Directeur de la production Christian Goulet

## III POLITIQUE CULTURELLE

## Et les pouvoirs?



La culture revêt pour le Québec une importance fondamentale. À ce titre, il importe qu'on reconnaisse à son gouvernement les pouvoirs exclusifs qui lui sont nécessaires pour assumer ses responsabilités. » Dans le préambule de la première politique culturelle, datant de 1992, la ministre des Affaires culturelles, Liza Frulla, affirmait sans ambages que le Québec devait prendre les commandes de sa destinée en matière de culture.

Ne cherchez pas une pareille profession de foi nationaliste dans la nouvelle version de la politique, actualisée la semaine dernière par le premier ministre, Philippe Couillard, et la ministre de la Culture et des Communications, Marie Montpetit. Celle-ci a dévoilé un plan d'action « historique », assorti d'investissements de 601 millions de dollars. C'est une annonce en partie électoraliste. L'Assemblée nationale fait relâche jusqu'aux élections. Elle ne pourra pas procéder aux modifications législatives qu'exige le plan d'action. Les partis d'opposition ne sont pas liés par l'annonce, et ils proposeront en temps utile leurs visions respectives sur

BRIAN MYLES



l'importance qu'ils accordent à la culture et à son rayonnement dans un monde de plus en plus tourné vers le numérique.

Les adversaires des libéraux seraient bien mal venus de faire table rase de deux années de réflexion et de consultations. La nouvelle politique et le plan d'action, bien qu'ils soient imparfaits, ont reçu un appui massif du milieu de la culture. Or, s'il est une chose que la ministre fédérale du Patrimoine, Mélanie Joly, a démontrée avec éloquence, c'est le péril de se mettre l'industrie culturelle et les artistes à dos.

La politique de 2018 ne renie pas ses origines. La culture est d'abord pensée pour les citoyens, dans une perspective historique voulant que le français demeure le socle fondateur de notre identité collective. Elle remet au goût du jour la valorisation des artistes comme les passeurs de la culture et de l'enracinement. Elle fait même un pas de plus en consacrant l'alliance de la culture, de la famille et de l'éducation, entre autres par le financement des sorties culturelles.

Cette politique a toutefois deux défauts. D'une part, à l'instar de la réforme de la loi sur l'accès à l'information, elle arrive beaucoup trop tard dans le mandat de Philippe Couillard, ce qui provoque une déception d'autant plus grande que les attentes étaient élevées. D'autre part, elle effleure à peine les défis qui consistent à faire rayonner la culture et à la rendre découvrable par les algorithmes qui dictent nos choix à l'ère du numérique. Les grandes institutions étatiques telles que la SODEC et le CALQ, de même que toute l'industrie de la culture, ont tout un travail pour adapter leurs règles de financement et leurs stratégies de distribution, dans un contexte marqué par la transformation radicale des habitudes de consommation et l'exode des revenus vers des géants transnationaux.

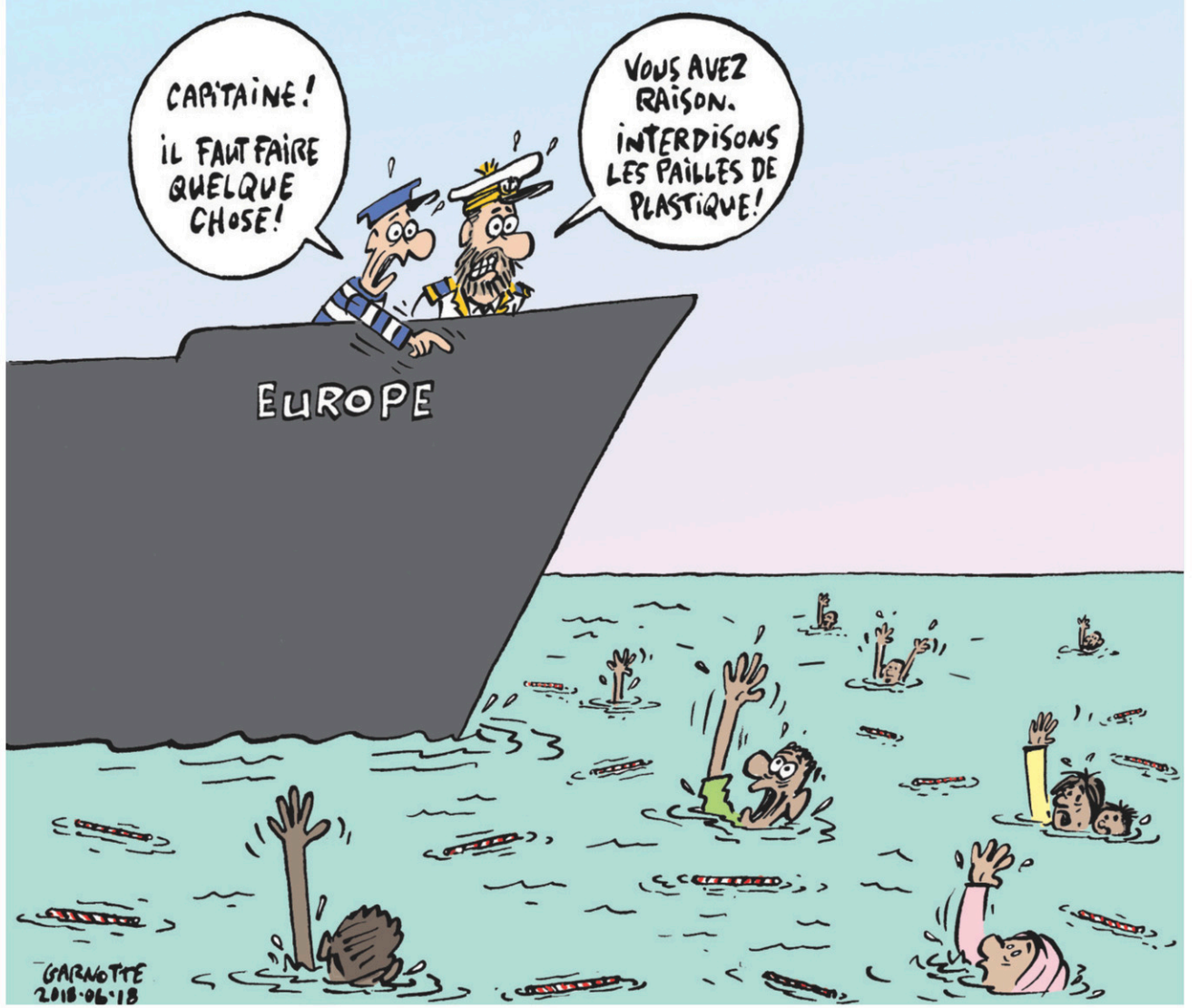
Le Conseil du patronat du Québec (CPQ), qui a réservé un accueil positif à la politique culturelle, rappelle d'ailleurs à ce sujet que le poids économique de la culture (3,4 % du PIB québécois et 176 000 emplois) est en recul. L'industrie de la musique, pour ne nommer que celle-ci, accuse des pertes évaluées à 400 millions depuis 2004, en raison de la montée des plateformes de diffusion en continu telles que Spotify.

Il n'y a pas de moment plus important dans l'histoire du Québec pour réclamer le rapatriement des pleins pouvoirs en matière de culture. Curieusement, le premier ministre Couillard a abandonné cette revendication historique du Québec portée par des gouvernements péquistes et libéraux. Les sceptiques diront que le Québec est bien servi. Il reçoit un peu plus du tiers des subsides fédéraux en culture alors que son poids démographique représente moins du quart de la population canadienne. Les artistes apprécient également le fait d'avoir accès à deux guichets pour accéder au financement.

Ces arguments passent sous silence les menaces qui pèsent sur le rayonnement de la culture francophone. La maîtrise d'œuvre de la culture déborde les simples considérations budgétaires. Il s'agit d'un tout par lequel deviendra possible l'élaboration d'un cadre législatif et fiscal unifié en vertu duquel l'ensemble des acteurs qui tirent profit du rayonnement de la culture contribueront à son financement.

L'attentisme d'Ottawa dans la révision de la loi sur la radiodiffusion et ses tergiversations en ce qui a trait à l'équité fiscale dans le commerce en ligne témoignent des risques inhérents au dédoublement des centres décisionnels. Le Québec serait mieux servi s'il avait le plein contrôle de son destin en matière de culture. Il en va de l'essor de l'exception culturelle française en Amérique du Nord, dans le respect des droits des minorités il va sans dire, dans une ère de grandes mutations.

## EN MÉDITERRANÉE...



## LETTRES

## Quelle solution au drame des migrants ?

Christian Rioux affirme dans les pages du *Devoir* que la solution au drame des migrants qui risquent leur vie en tentant de rejoindre l'Europe est, « tant pour les migrants que pour l'Europe, le rétablissement des frontières et leur respect le plus strict ». La réponse humanitaire ne permettra jamais de régler le problème, dit-il, puisque, en rendant les traversées plus sécuritaires, elle augmentera forcément le nombre de migrants prêts à tenter leur chance.

Cette façon d'aborder le problème occulte complètement la question de fond : pourquoi un si grand nombre de personnes choisissent-elles de quitter leur demeure, leurs amis, leurs familles, leur patrie, et mettent-elles leurs vies et celles de leurs enfants en danger pour tenter de rejoindre les rives de l'Europe ? L'ampleur de ces sacrifices est à la mesure de l'ampleur des souffrances de ceux et celles qui s'y prêtent. On parle ici de désespoir.

M. Rioux insiste sur l'importance de distinguer les « véritables réfugiés » des autres, c'est-à-dire des réfugiés économiques, qui eux méritent d'être repoussés aux frontières. Mais le désespoir

humain n'engendre-t-il pas certaines obligations morales qu'il soit l'effet de menaces politiques ou économiques ? [...]

Véronica Ponce

Montréal, le 15 juin 2018

## Réplique du chroniqueur

Chère lectrice,

Vos propos sont malheureusement démentis par le fait que ce ne sont pas les plus miséreux qui quittent leur pays ainsi que par les taux de croissance que connaît l'Afrique. Aujourd'hui, les famines naturelles y ont pratiquement disparu. Restent les guerres évidemment, mais qui ne justifient pas ces migrations économiques largement motivées, non par la misère croissante, mais par l'attrait d'une richesse qui s'affiche aujourd'hui impunément sur les écrans du monde.

En vous remerciant de votre lettre,  
 Christian Rioux  
 Correspondant du *Devoir* à Paris

## La commissaire à l'éthique et Pierre Paradis

La décision de l'Assemblée nationale d'annuler la pénalité imposée par la commissaire à l'éthique au député Paradis est une honte. On a reproché au prédécesseur de M<sup>me</sup> Mignolet

d'avoir été trop mou, mais lorsque celle-ci fait un geste courageux, l'Assemblée nationale (on devrait dire les députés libéraux) la désavoue. Il y a quelque chose de pourri en ce royaume. Et le premier ministre d'y aller de son grain de sel (ou de sable) pour dire que le pauvre député Paradis aurait été lésé dans ses droits. Mais il y a les faits : le député Paradis louait un appartement dans lequel habitaient également sa fille majeure, le conjoint de celle-ci et leur enfant. Le député n'occupait qu'une chambre de cet appartement, pour lequel il recevait une allocation de 1 500 \$ par mois du gouvernement. Sa fille majeure et son conjoint étaient logés aux frais de l'État. [...]

Quelle hypocrisie, quelle honte ! On vient de discréditer la fonction de commissaire à l'éthique, on vient de commettre un véritable acte de sabotage à son endroit. [...] Le geste de l'Assemblée est lourd de conséquences, non seulement parce qu'il donne l'absolution à quelqu'un qui ne la mérite pas, mais aussi et surtout parce qu'il constitue un dangereux précédent, qui rendra plus difficile à l'avenir le travail du commissaire à l'éthique. C'est une véritable honte.

André Painchaud

Saint-Jérôme, le 17 juin 2018

## LIBRE OPINION

## Des conseils d'administration indépendants, mais aussi crédibles

YVAN ALLAIRE  
 PRÉSIDENT EXÉCUTIF DE L'INSTITUT SUR LA GOUVERNANCE DES ORGANISATIONS PRIVÉES ET PUBLIQUES (IGOPP)

Les conseils d'administration des organisations, qu'elles soient cotées en Bourse, sociétés d'État, centres hospitaliers, universités ou autres organismes publics, sont maintenant constitués d'une majorité de membres indépendants. Cette norme de « bonne » gouvernance, rigoureusement observée, a certes contribué à un certain assainissement de la gouvernance des sociétés, mais ne s'est pas avérée la panacée escomptée par certains.

Les agences de réglementation et tous les observateurs de la gouvernance durent admettre que l'indépendance des membres du conseil et leur expérience de gestion dans des secteurs d'activité sans similarité avec l'organisme à gouverner étaient des facteurs nettement insuffisants pour assurer une gouvernance efficace. Les membres des conseils doi-

vent également posséder des compétences et une expérience à la mesure des enjeux et des défis précis de la société qu'ils sont appelés à gouverner. Ils doivent également être perçus comme intègres et dignes de confiance par les parties prenantes de la société. C'est ce qu'on entend par la crédibilité du conseil.

Un conseil d'administration n'est crédible que dans la mesure où une grande partie de ses membres peuvent soutenir un échange avec la direction sur des aspects de la performance et sur les multiples facteurs qui exercent une influence dynamique sur cette performance. Ce type de questionnement suppose, de la part du conseil, une fine et systématique compréhension de l'organisation.

À notre époque, les membres du conseil ne peuvent devenir ni demeurés crédibles s'ils ne maîtrisent pas l'immense réservoir d'informations qu'offre Internet afin de se doter de sources indépendantes de renseignements.

Plus un organisme est complexe, plus il est difficile pour un adminis-

trateur d'être crédible, comme cela fut démontré dans le secteur financier au cours des années menant à la crise de 2008.

## Processus actuel de sélection

L'approche traditionnelle en matière de sélection de membres pour le conseil consiste à établir un catalogue des expertises professionnelles que l'on souhaite rassembler au conseil. La recherche de candidats et candidates inclut habituellement la sélection d'un certain nombre de cadres supérieurs (à la retraite ou toujours en poste) de diverses autres sociétés. Cette démarche risque de ne pas aboutir à un conseil crédible. La grande faiblesse de ce processus provient d'une présomption non fondée selon laquelle une expérience de gestion dans des secteurs sans similarité avec celui de l'organisme à gouverner reste utile et valable pour le conseil.

La recherche de nouveaux candidats pour le conseil devrait débuter plutôt par l'étude de secteurs d'activité proches de celui dans lequel œuvre la société du point de vue de ses enjeux,

de ses critères de succès, de son horizon temporel de gestion, de la nature et de l'importance de ses parties prenantes, de son mode financier.

Des cadres et dirigeants ayant acquis leur expérience dans de tels secteurs d'activité pourront plus rapidement et facilement maîtriser les aspects essentiels d'un organisme œuvrant dans un secteur « semblable » tout en demeurant « indépendants ».

Si, au moment de se joindre au conseil, des nouveaux membres ne peuvent se réclamer d'une haute crédibilité dans le secteur, il est important qu'ils puissent investir le temps nécessaire, qu'ils possèdent la formation nécessaire et la rigueur intellectuelle requise pour acquérir dans des délais raisonnables un bon niveau de crédibilité... et le maintenir.

## Renouvellement du conseil

La quête d'un conseil diversifié et « renouvelé » a fait émerger des politiques visant à imposer aux membres de conseils un âge limite (de 70, de 72 ou de 75 ans) ou une durée maximale de mandat de 15 ans, ou les deux.

Les politiques de la sorte ne sont pas optimales, bien qu'elles soient de toute évidence beaucoup plus faciles à mettre en œuvre et suscitent moins d'animosité que le fait de demander à un membre sa démission par suite de l'évaluation de sa crédibilité. Si le président du conseil et le comité de gouvernance souhaitent sincèrement rehausser la crédibilité du conseil, ils doivent évaluer les membres en fonction de leur niveau de connaissance de la société qu'ils ont la responsabilité de gouverner. C'est beaucoup demander, mais il s'agit là d'une mesure nécessaire pour produire des conseils d'administration qui sont plus crédibles et capables de créer de la valeur pour toutes les parties prenantes de la société.

La crédibilité d'un conseil est la pierre d'assise (et peut-être la pierre philosophale longuement recherchée !) de la gouvernance efficace. De plus, la sélection, la formation et la rétention de membres crédibles sont devenues l'enjeu dominant et le défi incontournable de la gouvernance au XXI<sup>e</sup> siècle.

# La difficile transition énergétique du Canada

SCOTT MCKAY

CHARGÉ DE COURS À L'ESG-UQAM,  
EX-CHEF DU PARTI VERT DU QUÉBEC,  
EX-DÉPUTÉ DU PARTI QUÉBÉCOIS  
ET AUTEUR DU LIVRE POUR UN QUÉBEC  
VERT ET BLEU.

Le gouvernement de Justin Trudeau a choqué le Canada entier par sa spectaculaire nationalisation de l'oléoduc Trans Mountain. La décision va-t-elle à l'encontre de l'Accord de Paris ou permettra-t-elle plutôt au Canada de respecter ses engagements climatiques ?

On sait que Justin Trudeau cherche à concilier deux objectifs contradictoires : la production de pétrole provenant des sables bitumineux et la réduction des gaz à effet de serre (GES). À cause des coûts pour réduire les émissions de GES des sables bitumineux, il importe d'obtenir le meilleur prix possible sur les marchés et, pour cela, les pipelines sont considérés par plusieurs comme le mode de transport le plus économique et le plus sécuritaire.

Compte tenu du poids de l'industrie, affranchir l'économie canadienne du pétrole représente un défi colossal. Seulement en Alberta, le pétrole génère plus de quatre fois plus de valeur économique que l'électricité au Québec, et crée près de six fois plus d'emplois directs. Le secteur est tellement important dans l'économie canadienne et dans la vie quotidienne de centaines de milliers de personnes que réduire, voire éliminer, la production de pétrole issu des sables bitumineux est un projet pharaonique.

Quelle que soit l'orientation que prendra le Canada, le pétrole demeurera source de débats et de tensions. Pourtant, les politiques de transition à mettre en œuvre devront recueillir un large appui dans la population, ainsi qu'un engagement à long terme.

## Gouvernance du virage vert

Des scientifiques indépendants, regroupés dans le « Dialogue pour un Canada vert », considèrent la gouvernance comme un enjeu central pour la réussite de la transition énergétique. Plutôt qu'un rapport fondé sur les technologies, leurs recommandations concernent les barrières sociales, politiques et organisationnelles, qu'ils considèrent comme « le principal frein, aujourd'hui, à cette transition. »

L'arrogance d'Ottawa face aux gouvernements locaux est un frein à la mobilisation et à la coopération. Pourtant, le Conseil canadien des ministres de l'Environnement, regroupant des élus



La nationalisation de l'oléoduc Trans Mountain démontre l'ampleur de l'enjeu de la transition énergétique du Canada.

JONATHAN HAYWARD  
LA PRESSE  
CANADIENNE

du fédéral, des provinces et des territoires, démontre qu'il est possible de créer des espaces de dialogue productifs. Le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques pose une base de discussion flexible. La crédibilité des processus d'évaluation et d'examen public des impacts environnementaux des projets représente aussi un défi.

En matière de débat public, les initiatives en cours devront sérieusement s'amplifier. Par exemple, l'an dernier, Ressources naturelles Canada a invité la population à faire connaître ses idées sur l'avenir énergétique en participant en ligne ou en personne à des comités et à des ateliers. La démarche, Génération Énergie, a accouché d'un rapport faisant état de pistes pour une vision de l'avenir énergétique.

Si la nationalisation du pipeline Trans

Mountain n'est pas une subvention, c'est quand même 3,3 milliards de dollars d'aides fiscales et de subventions que le Canada consacre chaque année à la consommation et au développement des hydrocarbures. De cette somme, 300 millions de dollars viennent du gouvernement du Québec. Il faut recycler ces sommes dans la décarbonisation.

Il faut aussi faire payer aux pétroliers le coût du carbone selon le principe pollueur-payeur. Les sommes récoltées par la vente de quotas d'émissions ou par une taxe sur le carbone devraient être investies en économies d'énergie, électrification des transports et autres combustibles à faible émission de GES.

Les ressources non renouvelables peuvent assurer des bénéfices durables à transmettre aux générations futures, mais les revenus qu'elles procurent

**Utiliser l'exploitation des hydrocarbures pour financer les budgets courants, c'est comme payer l'épicerie avec sa carte de crédit**

doivent être investis dans un fonds souverain ou appliqués à la dette publique. Utiliser l'exploitation des hydrocarbures pour financer les budgets courants, c'est comme payer l'épicerie avec sa carte de crédit.

La nationalisation de l'oléoduc Trans Mountain démontre l'ampleur de l'enjeu de la transition énergétique du Canada. Relever les défis de l'Accord de Paris et de la décarbonisation exige bien plus que des vœux pieux. Il faut investir massivement en matière d'innovation et d'adoption à grande échelle de technologies propres, quitte à utiliser les revenus de la pollution pour y arriver. Cela requiert surtout un fantastique effort de mobilisation des forces vives de la grande mosaïque canadienne. Une mobilisation qui saura se hisser au-delà de la partisanerie politique et du clivage entre les États et les régions. Pas si facile, n'est-ce pas ?

# Hommage aux jeunes allumés d'aujourd'hui

PATRICE BÉGIN

ENSEIGNANT DE FRANÇAIS  
ET DE LITTÉRATURE À L'ÉCOLE  
SECONDAIRE HENRI-BOURASSA

On me demande souvent pourquoi j'ai choisi l'enseignement alors que plusieurs autres possibilités s'offraient à moi. Chaque fois qu'on me pose cette question, je ferme les yeux et, là, je vois des visages et des sourires. Je revois tout cela et, là, je sais. Je sais pourquoi je fais ce travail. Je sais pourquoi je le ferai probablement toujours.

Pour vivre des sensations fortes, certains font du parachute. Moi, j'enseigne le français et la littérature à une centaine d'adolescents dans une école publique de Montréal-Nord. Et tout se passe bien.

Au cours de ma carrière, j'ai dû enseigner à près de 3000 jeunes de tous les niveaux, de presque tous les milieux. J'enseigne au secondaire, mais j'ai aussi donné quelques charges de cours au cégep. J'ai travaillé au privé et au public. J'ai enseigné dans des milieux très aisés alors que l'école où je travaille maintenant a un indice de défavorisation de 10 (sur 10). J'ai commencé ma carrière en enseignant à des élèves en grande difficulté alors que, maintenant, j'enseigne à des élèves du Programme d'éducation internationale. Ces expériences semblent très différentes, mais elles ont pourtant toutes un point en commun : les élèves. Aujourd'hui, j'aimerais leur rendre hommage et leur témoigner toute ma gratitude, toute mon affection.

Je commencerai en disant que, contrairement à ce que l'on entend trop souvent, il y a beaucoup de bons jeunes. Des jeunes intéressés, intéressants, curieux et ouverts. Des jeunes engagés, soucieux de leur bien-être et de celui des autres. Des jeunes préoccupés par leur réussite et désireux de contribuer à l'amélioration de leur collectivité. Des jeunes avec cette lumière qui brille dans les yeux. Cette lumière qui traduit leur soif d'apprendre, de grandir, de prendre leur place. Leur soif de vivre.

Enseigner, c'est se jeter dans le vide. Vous savez, c'est angoissant une rentrée scolaire. L'excitation, la nervosité que l'on ressent quand on entre en classe pour la première fois et que l'on voit tous ces regards dirigés vers nous... Le silence qui se fait entendre quand la cloche sonne pour la première fois... Et là, il faut briser la glace. Gagner leur confiance, établir sa crédibilité, créer des liens, développer une complicité. Et c'est là que le voyage commence...

Certains se demandent peut-être ce que c'est, un bon élève ou un bon groupe. Pour ma part, cela n'a rien à voir (ou si peu) avec les résultats scolaires. Moi, je suis dans l'enseignement pour le côté humain et j'aime bien l'humanité des jeunes. J'aime leur naïveté et leur candeur. J'aime aussi leur côté rebelle, leurs remises en question, leurs changements d'humeur. J'aime les aider à trouver qui ils sont. Vous savez, quand on leur propose quelque chose de stimulant et quand on leur fait confiance, les jeunes nous déçoivent rarement.

**Quand on leur propose quelque chose de stimulant et quand on leur fait confiance, les jeunes nous déçoivent rarement**

PATRICE BÉGIN



J'ai vécu des moments mémorables auprès de mes élèves. Ensemble, on a organisé des joutes oratoires. On est allé en Grèce et à New York ensemble. On a passé des soirées au théâtre ensemble, on a diné ensemble et cette année, on est allé à l'opéra ensemble. (Parfois, je crois que ma femme aimerait aller étudier dans ma classe afin qu'on fasse plus de choses ensemble...)

Ensemble, on a réalisé plus d'une vingtaine de capsules Web d'Info-HB. Ensemble, on a « monté » près d'une quinzaine de galas d'excellence. Et là, vous devriez les voir, ces jeunes animateurs, du haut de leurs 14 ou 17 ans, « affronter » un auditoire de 500 personnes. Vous devriez voir leur fierté (leur tristesse aussi) lorsque les rideaux se ferment à la fin de la soirée et qu'ils réalisent ce qu'ils ont accompli.

Les jeunes n'ont peur de rien. Pour eux, tout est possible. Ils ne se mettent pas les barrières que l'on s'impose parfois en tant qu'adultes. Je me souviens du temps où j'enseignais le journalisme. Je demandais à mes élèves de trouver une personne qui avait des choses à raconter et de réaliser une entrevue avec elle. Et là, en toute naïveté, certains me disaient qu'ils voulaient faire une entrevue avec Pauline Marois, Jean Charest ou encore, José Théodore (alors gardien de but des Canadiens de Montréal). J'étouffais alors un fou rire, mais je me disais qu'il ne fallait pas assassiner Mozart. Eh bien, vous savez quoi ? Ils les ont réalisées, ces entrevues ! C'a été, pour moi, une expérience formidable ainsi qu'une belle leçon d'humilité.

Aujourd'hui, laissez-moi remercier tous ces jeunes que j'ai croisés dans une classe, sur une scène, dans un corridor ou sur un terrain de football. J'aimerais leur dire qu'ils ont su faire de moi un meilleur enseignant et une meilleure personne. Merci pour tous vos sourires, merci pour les détours que vous faites pour venir me dire bonjour ou pour me parler entre deux cours. Merci d'embarquer dans mon univers et d'accepter ce que je vous propose. Merci d'être exigeant envers moi. Merci de me remettre en question. Merci de me proposer des romans, de me faire partager vos rêves, vos peurs et vos soucis. Merci pour vos marques d'affection et vos sourires complices. Merci de faire en sorte que j'aime encore passionnément ce que je fais.

Je me souviens du jour où, lors d'une entrevue pour un poste d'enseignant, on m'a posé LA question : « Pourquoi l'enseignement ? » Je me souviens avoir répondu, en toute modestie, que j'étais dans l'enseignement parce que je croyais que je pouvais faire une différence dans la vie de quelqu'un. Mais aujourd'hui, après avoir été en contact avec tous ces jeunes, j'ai aussi compris que j'étais dans l'enseignement parce qu'ils faisaient une différence dans la mienne...

En terminant, chers élèves, je lève mon verre aux bons souvenirs. Malgré les années qui passent, malgré la cinquantaine qui frappe à ma porte, vous me permettez de rester jeune.

Vivez. Rêvez. Soyez des libres penseurs. Soyez vous-mêmes. Soyez heureux là où vous êtes, maintenant.

# Le virage de la social-démocratie

Pour la gauche danoise, l'immigration massive est incompatible avec l'État providence

**Au moment où l'Italie refuse à un bateau chargé de migrants d'accoster, l'immigration déchire l'Europe tout entière. Le Devoir est allé voir où en était ce débat au Danemark, un des tout premiers pays européens à s'interroger sur l'immigration massive. Deuxième texte d'une série de trois.**

CHRISTIAN RIOUX  
À COPENHAGUE  
LE DEVOIR



J'ai déjà serré la main de François Mitterrand. C'était à l'Élysée vers 1983. Je ne peux pas croire que son parti soit aujourd'hui presque sur le point de disparaître. » Henrik Sass Larsen était alors président des Jeunesses socialistes-démocrates danoises. Il avait à peine vingt ans. Toute l'Europe avait alors les yeux tournés vers le Parti socialiste français, dit-il, un parti devenu un tiers parti depuis la dernière présidentielle et dont le nom du chef, Olivier Faure, ne dit à peu près rien à personne.

« Ce qui arrive aux socialistes français est pour nous un terrible avertissement », dit ce député de gauche, ancien ministre du Développement économique. « Partout, la social-démocratie est en crise, dit-il, en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni... Partout où elle n'a pas su relever le défi de l'immigration ! »

Larsen a grandi dans la banlieue ouvrière de Taastrup, près de Copenhague, où son père était cimentier sur la construction. « À l'époque, dit-il, on jouait au foot avec les enfants turcs. Ça se passait plutôt bien. Puis le nombre d'immigrants a augmenté et les femmes se sont mises à porter le voile. Beaucoup se sont mariés entre eux. On pensait que le temps jouait en faveur de l'intégration, mais on se trompait. »

## Un parti ouvrier sans ouvriers

Aujourd'hui, Henrik Sass Larsen applaudit au geste de l'Italien Matteo Salvini, qui vient de refuser l'accueil à un navire chargé de migrants. Avec de nombreux sociaux-démocrates danois, il est à l'origine du virage à 180 degrés qu'a pris son parti sur la question de l'immigration après sa défaite en 2015 sous la direction de sa jeune présidente Mette Frederiksen. Cette diplômée en Études africaines n'a pas hésité à rompre avec ses alliés traditionnels sur cette question cruciale. Comme le dit le manifeste du parti, « comme sociaux-démocrates, nous croyons que nous devons aider les réfugiés, mais il nous faut aussi [...] trouver l'équilibre entre l'aide aux gens dans le besoin et la nécessité d'assurer la cohérence du pays tout en préservant le haut niveau de mesures sociales qui caractérise notre société ».

Depuis trois ans, le parti a voté la plupart des mesures adoptées au Parlement de Christiansborg pour restreindre l'immigration. En mai dernier, c'est sans hésitation que les élus sociaux-démocrates se sont prononcés en faveur



Des Danois anti-islam, membres de l'association PEGIDA, manifestaient à Copenhague en 2015. Le parti social-démocrate a fait un virage à 180 degrés sur la question de l'immigration, notamment afin de séduire l'électorat des classes populaires.

SOPHIA JULIANE LYDOLPH AGENCE FRANCE-PRESSE/SCANPIX DENMARK

de l'interdiction du port de la burqa dans les lieux publics. Sur ces questions, le parti partage un véritable consensus, non seulement avec les libéraux au pouvoir, mais aussi avec le Parti du peuple danois dont la plateforme a toujours été radicalement opposée à l'immigration. Depuis une vingtaine d'années, ce parti grugeait de plus en plus l'électorat populaire des sociaux-démocrates. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le lent déclin du parti a commencé autour de 1995, année de la fondation du Parti du peuple, trois ans après un premier référendum où les Danois rejettent le traité de Maastricht. Il en faudra un second, en 1993, pour forcer le Danemark à intégrer finalement le marché unique.

Il aura fallu attendre 20 ans pour que la défaite de la première ministre Thorning-Schmidt provoque un choc salutaire, dit le député social-démocrate Mattias Tesfaye. « C'est là qu'on s'est aperçus que, si on avait obtenu 26 % du vote général, on ne faisait plus que 21 % chez les électeurs syndiqués. Or, dans un pays syndiqué à 70 % où le parti a toujours été lié au mouvement ouvrier, ça n'avait pas de sens ! On était en train de devenir le parti de la petite bourgeoisie des villes alors que les classes populaires nous laissaient tomber. »

## Retour aux origines

À 37 ans, ce fils d'un réfugié éthiopien a été briqueteur et syndicaliste avant d'être élu au Parlement dans une banlieue ouvrière de l'ouest de Copenhague. D'ailleurs, rappelle-t-il, cela faisait presque 30 ans que les maires des localités ouvrières d'Ishøj, de Brøndby et d'Albertslund s'opposaient à la politique d'ouverture des frontières prônée par la

direction du parti depuis les années 1980. « Mais on les traitait de racistes. La nouvelle direction du parti a récemment reconnu qu'ils avaient eu raison. »

Dans un livre intitulé *Welcome Mustafa*, qui a eu un certain retentissement dans la gauche danoise, Mattias Tesfaye explique que la gauche est loin d'avoir toujours eu cette opinion sur l'immigration. « Au contraire, dans les années 60, les syndicats étaient résolument opposés à l'ouverture des frontières afin de protéger les salaires et le marché de l'emploi, dit-il. C'est le patronat qui a fait pression pour qu'on laisse entrer des travailleurs étrangers. Et nous, on a plié. » Selon le député, la social-démocratie s'est alors écartée de sa politique traditionnelle sous l'influence des idées libérales et de l'individualisme des années 1960. « On doit beaucoup de choses à cette époque, comme la reconnaissance des droits des femmes et des gays. Mais l'ouverture des frontières fut une erreur. Il est temps de le reconnaître. »

Pour la gauche danoise, l'ouverture des frontières à l'immigration entre en contradiction flagrante avec la préservation d'un État social fort. « Quand je vois certains quartiers de Copenhague aujourd'hui où les communautés coexistent sans se mélanger et où la richesse côtoie la pauvreté la plus abjecte, je me dis que ça ressemble aux États-Unis, pas au Danemark. Une forte redistribution sociale exige une solidarité incompatible avec des sociétés parallèles. Ce n'est pas ça la social-démocratie ! »

## Les sirènes du populisme ?

Dans la gauche danoise, le cas de la Suède sert souvent de repoussoir. Comme la France, le pays a vu apparai-

tre des ghettos ethniques dans les banlieues de la plupart de ses grandes villes. La sociale démocratie y a d'ailleurs amorcé un lent déclin. Pour Tesfaye, ce débat fait rage dans de nombreux partis sociaux-démocrates, comme en Autriche, aux Pays bas, en Belgique et même en Suède. « Un parti qui n'est pas capable de discuter ouvertement de ces questions ne sert à rien. C'est la survie de l'État providence qui est en jeu ! »

Mais ce virage ne fait pas l'affaire de tous. Même si l'opposition est aujourd'hui très minoritaire au sein du parti, elle se manifeste à l'extrême gauche. Pour l'anthropologue Peter Hervik, le Parti social-démocrate ne fait ainsi que céder aux sirènes du populisme. « Au Danemark, les sociaux-démocrates sont maintenant main dans la main avec le Parti du peuple, dit-il. Ils n'ont fait que reprendre leurs idées en exagérant les problèmes de l'immigration. Ils invoquent de prétendues "valeurs danoises" en se créant des boucs émissaires. Le Danemark est peut-être une société ouverte, mais seulement pour ses propres citoyens. »

S'il est vrai que les sociaux-démocrates se sont rapprochés du Parti du peuple, « ce dernier s'est aussi rapproché du centre et il a considérablement adouci son programme », estime le politologue Jorgen Goul Andersen. C'est notamment vrai sur les questions sociales. La plupart des observateurs estiment que, si l'an prochain les sociaux-démocrates remportaient les élections, ils pourraient même gouverner avec le soutien implicite du Parti du peuple. Le choc serait certainement ressenti dans toute la social-démocratie européenne.

**Le Danemark est peut-être une société ouverte, mais seulement pour ses propres citoyens**

PETER HERVIK,  
ANTHROPOLOGUE



EN BREF



VALÉRIAN MAZATAUD LE DEVOIR

## Grève des grutiers lundi ?

Les grutiers de tout le Québec pourraient être en grève toute la journée lundi, selon ce qu'ont rapporté plusieurs médias dimanche en début de soirée. Ils souhaiteraient ainsi manifester leur mécontentement face aux changements de règles qui, depuis le 14 mai, permettent, entre autres, l'embauche de travailleurs n'ayant pas obtenu le diplôme d'études professionnelles de grutier. La Commission de la construction a indiqué, dans un communiqué, avoir « été alertée par plusieurs signalements qui confirment l'organisation de moyens de pression de la part des grutiers ». Toujours selon la Commission, ce débrayage, couplé aux autres moyens de pression déployés depuis le début du mois, pourrait avoir « des impacts majeurs sur le déroulement et l'échéancier de grands projets » de construction.

Le Devoir

## CAQ: le neuropédiatre Lionel Carmant candidat

Après quelques mois de réflexion, le neuropédiatre Lionel Carmant a confirmé dimanche qu'il tentera de se faire élire sous la bannière de la Coalition avenir Québec (CAQ) et il assure que les sondages encourageants pour le parti n'ont rien eu à voir dans sa décision de faire le saut en politique active. « Je suis avec la CAQ depuis 2011, j'ai hésité à faire le saut en politique en 2012, mais je ne me sentais pas prêt, j'avais d'autres choses à faire en médecine. Maintenant, je pense que j'avais fait tout ce que je pouvais au niveau médical, puis j'avais le goût de me lancer en politique », a-t-il déclaré. En compagnie du chef caquiste François Legault, M. Carmant a annoncé qu'il se présenterait dans la circonscription de Taillon, en Montérégie, un bastion du Parti québécois.

La Presse canadienne

## Dernier blitz avant la partielle dans Chicoutimi-Le Fjord

Les candidats à l'élection partielle fédérale de Chicoutimi-Le Fjord ont effectué dimanche un dernier blitz en vue du scrutin de lundi. Cette élection a été rendue nécessaire à la suite de la démission du député libéral Denis Lemieux. Un sondage publié la semaine dernière a donné plus de 36 % des intentions de vote au candidat conservateur, Richard Martel, ancien entraîneur de l'équipe de hockey junior des Saguenéens de Chicoutimi. Il devance la libérale, Lina Boivin, qui recueillirait 20 % d'appui. Catherine Bouchard Tremblay du Bloc québécois obtiendrait près de 9 %, contre 6 % pour le candidat néo-démocrate Éric Dubois, et 3 % pour Lynda Youde, du Parti vert.

La Presse canadienne

LEDEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 1265, rue Berri, 8<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H2L 4X4 ☎ Berri-UQAM  
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30  
Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

## La rédaction

Au téléphone 514 985-3333  
Par courriel redaction@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3360

## Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-5967

## Publicité

Au téléphone 514 985-3399  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
Par courriel publicite@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3340

## Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3452  
Par courriel avisdev@ledevoir.com  
Par télécopieur 514 985-3340

## Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322  
Par télécopieur 514 985-3340  
Par courriel petitesannonces@ledevoir.com